

ABONNEMENT

Saumur	
Un an	25 fr.
Six mois	13
Trois mois	7
Poste	
Un an	30 fr.
Six mois	16
Trois mois	8

On s'abonne

A SAUMUR
Au bureau du Journal
ou en envoyant un mandat
sur la poste
et chez tous les libraires

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire
L'abonnement doit être payé d'avance

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

Journal d'Annonces Judiciaires et Avis Divers

PARAISSANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

Bureaux : 4, place du Marché-Noir

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie

INSERTIONS

Annonces, la ligne	20
Réclames, —	30
Faits divers, —	75

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi.
Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne

A PARIS
A L'AGENCE HAVAS
8, place de la Bourse

SAUMUR, 28 AOUT

LE CONGRÈS DE BRUXELLES

Le citoyen Vaillant, qui revient de Bruxelles, a longuement conversé avec un rédacteur du Paris et il lui a fait d'assez significatives confidences.

Voici comment s'est exprimé M. Vaillant :

« Jamais le socialisme international ne s'était de la sorte affirmé : jamais il n'avait, par un acte aussi solennel et par le résultat effectif de discussions aussi approfondies, prouvé la vitalité de ce qu'on appelle le quatrième État.

« Désormais, on sait que le parti socialiste ouvrier, ayant nettement défini son but, but identique à toutes ses fractions, le poursuivra imperturbablement sans que rien l'en puisse détourner.

« Français, Allemands, Anglais, Russes, Suisses, etc., sont d'accord, non pas certes sur les points de détails : les différences de nationalité, de tempérament, entraînent fatalement quelques divergences de vues ; mais d'accord sur les questions capitales, sur l'ensemble des revendications socialistes, sur la solution des problèmes sociaux.

« De par la décision du Congrès, le 1^{er} mai est aujourd'hui officiellement consacré comme fête internationale du travail, et dans les deux mondes elle sera identiquement célébrée.

« Les Anglais avaient demandé qu'au lieu d'une date fixe on choisit le premier dimanche de mai. En Angleterre, le chômage du dimanche est général, c'est une coutume absolue. Ce chômage régulier ne permet guère aux ouvriers de chômer dans la semaine.

« Cependant les délégués anglais ont fini par se rallier à l'avis commun. Le 1^{er} mai sera donc célébré en Angleterre. Cela n'empêchera pas une manifestation plus générale encore le dimanche suivant.

« Ce fait est des plus importants. Il marque l'entrée des trades-unions, cette énorme force ouvrière socialiste, dans l'union internationale des travailleurs. Leur avant-garde, tout au moins, a donné le mouvement : l'ensemble suivra.

« La question du militarisme, attentivement étudiée par le Congrès, a également reçu la meilleure solution : car, si la proposition de grève générale en cas de guerre que j'avais déposée, n'a pas été adoptée quant aux termes, au moins dans son esprit, a-t-elle rallié l'unanimité, et ce n'est guère que par la forme que la résolution adoptée se différencie de la mienne.

« Au fond, nous sommes tous d'accord sur cette question. En présence des coalitions monarchiques, qui sont des coalitions guerrières, il faut organiser la coalition pacifique des hommes que l'on a entraînés jusque alors sur les champs de bataille sans leur demander leur avis.

« C'est autour de la France que tous ces hommes se groupent.

« C'est par le militarisme, par la guerre évi-

demment, que les monarchies peuvent se soutenir et vivre. Ce qu'il faut aux travailleurs qui cherchent le progrès social, c'est au contraire la paix, la paix par l'établissement de la République devenue l'idéal de tous.

« Et voilà pourquoi la France est, quoi qu'on dise, le pays autour duquel les socialistes se groupent, et celui qu'ils se proposent pour modèle, quelques réformes qu'il y ait encore à réaliser chez nous.

« Au reste, le flot socialiste monte. Il est maintenant un élément avec lequel il faut compter. L'Angleterre est mûre pour un bouleversement nécessaire de ses institutions. En Allemagne, en Autriche-Hongrie, le mouvement s'accroît chaque jour. Les gouvernements le sentent et ils sont forcés de réfléchir.

« Le Congrès, qui a solennellement affirmé et l'existence active du parti ouvrier international et l'unanimité des vues du travailleur sur la question du militarisme, aura certainement des conséquences du plus haut intérêt.

« Ce ne sont pas des hommes étrangers les uns aux autres, animés de passions différentes, obéissant à des haines furieuses, qui s'y sont réunis, mais des hommes poursuivant un but identique, qui peut se résumer en un mot :

« La paix universelle par l'union des travailleurs, sortis vainqueurs de la lutte contre le capital et le pouvoir, représentés par les monarchies.

« En somme, et pour me résumer, le Congrès de Bruxelles a proclamé et affirmé de grandes vérités sociales, et, par là, fait œuvre utile à tous. »

C'est à un journal aussi ministériel que le Paris que M. Vaillant promet le bouleversement de tous les empires.

C'est là, on en conviendra, un singulier moyen de cimenter les alliances monarchiques.

LE VŒU POCHON

Le vœu Pochon devait être soumis aux Conseils généraux, afin de créer un mouvement d'opinion en sa faveur ; on devait ensuite le présenter aux Chambres pour en faire une loi de l'Etat. La session est terminée en beaucoup de départements et le vœu célèbre se trouve en assez mauvaise posture. La plupart des Conseils généraux n'ont pas daigné s'en occuper ; quelques-uns l'ont rejeté ; d'autres enfin, huit ou neuf, l'ont adopté.

Evidemment l'opinion publique n'est pas favorable à ce vœu, il est trop brutal. Dire par une loi : « Seuls les élèves des lycées seront admis aux grandes écoles de l'Etat et aux fonctions publiques », c'est choquer trop ouvertement l'égalité, c'est supprimer avec trop de cynisme la liberté d'enseignement. La troisième République avait été jusqu'ici plus habile.

Elle se hâte de revenir au système des voies détournées qui lui a si bien réussi. « Vouloir, dit le Temps, hâter par la force l'action de la liberté, c'est la compromettre à jamais. » Mieux vaut la hâter par la ruse.

« La recette, dit le Radical, est d'une simplicité élémentaire : il suffit d'avoir des mi-

nistres décidés à ne nommer à des fonctions publiques quelconques que des candidats ne sortant pas des établissements d'enseignement clérical. Même pour l'armée, un remaniement de l'Ecole de Saint-Cyr viendrait aisément à bout de la difficulté. »

Même note dans le *Voltaire* :

« Les familles sont libres, écrit le député Rivet, de faire élever leurs enfants dans les établissements religieux, mais il faut qu'elles sachent que ce n'est pas chez les religieux que la République ira chercher ses serviteurs, voilà tout. »

Un autre député, M. Dupuy-Dutemps, dit pareillement dans le *Siècle* :

« La liberté de l'enseignement, qu'on le veuille ou non, n'a rien à faire dans cette discussion. Tout le monde peut faire élever ses enfants là où il lui plaît, personne n'a rien à y voir.

« Mais si l'enseignement est libre, l'Etat n'est-il pas libre aussi de choisir ses agents là où il est sûr de trouver des dévouements, et peut-on le contraindre à les prendre dans les rangs de ceux qui se déclarent ses adversaires ? »

Et ces gaillards-là parlent de Tartufe et d'Escobar ! A-t-on jamais inventé une distinction plus hypocrite ? Ils se vantent de respecter la liberté, et-ils disent à tous les catholiques : Vous enverrez vos fils dans nos écoles sans Dieu, sinon ils seront traités comme des parias reconnus indignes de remplir aucun emploi public.

La déclaration des Droits de l'homme et du citoyen disait dans son article 6 :

« Tous les citoyens étant égaux aux yeux de la loi, sont également admissibles à toutes les dignités, places et emplois publics, selon leurs capacités et sans autre distinction que leurs vertus et leurs talents. »

Ces boniments pompeux font un effet superbe dans les discours, mais dans la pratique, c'est une autre affaire.

Nous n'avons pas besoin d'une loi, disent les républicains, pas même d'un décret ; nous ne demandons qu'un Ministère résolu à appliquer avec fermeté « les principes républicains » et le premier de ces principes c'est l'athéisme officiel.

**

Les quolibets pleuvent dru sur la loi Pochon. Nous estimons qu'il ne faut point se hâter de rire de cette proposition jacobine. Jusqu'ici elle a eu des contradicteurs, mais elle n'en reste pas moins à l'état de semence, et sur le terrain préparé par le parti républicain, tôt ou tard, cette semence germera.

Mais n'est-il pas à craindre que l'on n'habitue peu à peu le public à l'adoption de cette menace : la conscience ou la bourse, qui s'adresse à tout citoyen ? Qu'on se rappelle comment insensiblement le parti républicain a préparé la voie à l'instruction gratuite, laïque, obligatoire ! Donc ne plaisantons pas et démasquons hardiment ces tendances comme l'a fait un conseiller général du Cher en disant : « Autrement, sur les grandes routes, on demandait

la bourse ou la vie ; vous, vous demandez la conscience ou la bourse. »

GAGES DE PAIX

On écrit de Londres, 26 août :

« Je sais de la source la plus certaine que dans la Transylvanie (à Klausenbourg et à Hermanstadt, surtout dans cette dernière ville) ainsi qu'en Croatie dans quelques quartiers d'Agram, des manifestations en l'honneur de la France et de la Russie ont été faites dans les cafés, tandis qu'à Prague les étudiants ont eu pleine rue crié : « A bas l'Allemagne. » Même à Vienne un parti considérable se forme pour pousser l'Empereur à ne plus se mettre à la remorque de Guillaume II. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'à la Cour on est vivement impressionné de ce revirement d'opinion et que, malgré tous les bruits que M. Stambouloff fait courir, la reconnaissance officielle du prince Ferdinand est moins décidée que jamais.

« A Londres, principalement dans la Cité, l'élément autrichien et l'élément allemand en sont arrivés à un état d'hostilité sourde.

« Il faut s'attendre d'ailleurs à des négociations diplomatiques très prochaines entre Vienne et Saint-Petersbourg. Elles porteront sur la Bulgarie d'une part et, d'autre part, sur ce qui concerne les frontières de la Galicie.

« On s'accorde à penser dans les cercles politiques de Londres qu'à leur conférence les empereurs d'Autriche et d'Allemagne ne s'accorderont peut-être plus aussi complètement que par le passé. L'Autriche peut encore s'arranger avec la Russie, l'Allemagne ne le peut plus.

« C'est cette différence essentielle qui sera sans doute la cause d'un certain refroidissement entre les deux souverains, refroidissement qui ne sera point perceptible pour le moment, mais qui ne tardera pas à s'accroître. »

Dépêche de Vienne, 26 août :

« On apprend, au grand étonnement de tous, que le gouvernement est décidé à céder les provinces autrichiennes de la Dalmatie à la Hongrie. Les journaux autrichiens protestent avec vigueur.

« L'Empereur arrivera à Prague le 23 septembre. »

LE CYCLONE DE LA MARTINIQUE

Le gouverneur de la Martinique a télégraphié à M. le sous-secrétaire d'Etat aux colonies, que les effets du terrible cyclone qui s'est abattu sur la Martinique, sont bien plus désastreux qu'on ne le pouvait supposer.

Il est encore impossible d'évaluer à combien de millions se chiffrent les pertes. Les communes de Ducos, de Lamentin, de Saint-Joseph et de Vauclin sont complètement détruites. La plupart des maisons sont entièrement démolies ou fort endommagées. Enfin, presque tous les arbres de l'île ont été déracinés.

C'est la famine à brève échéance pour la plus grande partie de la population, qui se nourrit de bananes et des fruits de l'arbre à pain.

